

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Contre-ITER-MANIFESTATION-17h30-a>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Contre ITER - MANIFESTATION 17h30 à Sainte Tulle (Manosque) - Jeudi 2 février 2006 à 17h30**

**31 janvier 2006**

## **Contre ITER - MANIFESTATION 17h30 à Sainte Tulle (Manosque) - Jeudi 2 février 2006 à 17h30**

Pour le deuxième rendez-vous du faux "débat public" sur le réacteur Iter

MANIFESTATION 17h30 à Sainte Tulle (Manosque)  
Centre regain, salle Le Foyer, Route de Marseille ( N96)  
Attention, cette salle est à Ste Tulle, 5 Km au sud de Manosque  
et le débat commence cette fois à 18h, et non à 19h)

pour une autre politique énergétique  
pour le respect de la Démocratie

-----

Rappel : Pour l'ouverture du "débat" le 26 avril, les organisations ont appelé à manifester DEVANT le débat. Les manifestants ont décidé de faire plus et... ont carrément investi le lieu et exigé l'annulation des décisions prises avant le débat. La soirée a été annulée par la Commission du débat public, au grand dam du Commissariat à l'énergie atomique. C'est une victoire de la mobilisation citoyenne. Rendez-vous jeudi 2 février !

-----

RAPPEL :

Les opposants à Iter ont annulé le premier débat public à Aix-en-Provence  
26/01/2006 - AFP - La première réunion du débat public sur l'installation du réacteur expérimental de fusion thermonucléaire Iter à Cadarache (Bouches-du-Rhône) a dû être annulée jeudi soir à Aix-en-Provence, à la suite de l'intervention des opposants au projet, a-t-on appris auprès des deux parties. Des opposants membres du collectif "Sortir du nucléaire", une centaine selon eux, environ 70 selon les responsables d'Iter, ont investi la tribune où avaient pris place les dirigeants d'Iter, empêchant toute tenue du débat.  
"Pour nous, un débat public doit se tenir avant une décision. Or, la décision d'implanter Iter a déjà été

prise en juin. Nous demandons donc l'annulation de cette décision, pour qu'un vrai débat puisse avoir lieu", a indiqué à l'AFP Stéphane Lhomme, porte-parole du réseau "Sortir du nucléaire", qui rassemble une quarantaine d'associations et d'organisations, dont les Verts.

Dans un communiqué, l'ambassadeur d'Iter et haut représentant de la France, François d'Aubert, a regretté "que certains aient délibérément décidé d'empêcher les citoyens de débattre de ce grand projet international de recherche".

"Je ne doute pas qu'à l'avenir les personnes qui souhaiteraient débattre ne seront plus privées de la parole et seront respectées", a-t-il ajouté.

En sus des membres du collectif anti-Iter, une centaine de personnes, selon le service communication d'Iter, avaient pris place dans cet amphithéâtre de l'Université Paul Cézanne d'Aix pour cette première réunion.

Aux côtés de M. d'Aubert, étaient également présent en tribune Kaname Ikeda, directeur général d'Iter et Didier Gambier, de la Commission européenne.

Une quinzaine de réunions publiques dans plusieurs villes de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) sont prévues, la prochaine devant se tenir le 2 février à Manosque.

Le 20 janvier, le président de la Commission nationale du débat public (CNDP) avait fait valoir la particularité du débat sur Iter qui "ne porte ni sur l'opportunité du projet", déjà décidé et entériné, ni sur "son implantation à Cadarache".

Le réacteur de fusion thermonucléaire expérimental international, dont les partenaires sont l'Union européenne, les Etats-Unis, la Russie, le Japon, la Corée du sud et la Chine, représente un investissement de 10 milliards d'euros sur 40 ans.

Il faudra 10 ans pour construire Iter, 20 ans seront consacrés à son exploitation et environ 10 ans pour son démantèlement.

Ce gigantesque projet est destiné à valider la possibilité de produire de l'énergie en grande quantité à partir de la fusion nucléaire.

-----  
Mobilisation appelée par :

Réseau "Sortir du nucléaire", Médiante, Confédération Paysanne Paca, Les Verts du 04, Cap21 Paca, Les Alternatifs Région Provence, Fédération Provençale du Partit Occitan, LCR, Arc Environnement Haute Vallée de l'Arc, comité local Attac Pays salonnais 13, L'Étang Nouveau, Attac Sud Luberon, Collectif rhodanien déchets nucléaires, CGT La Bourguette, A.V.E.N.I.R., Val de Durance Environnement, Gard Vaucluse de la fédération anarchiste, Confédération des Bouches du Rhône, les Amis de la Terre, Greenpeace Marseille...

Appel :

Une fois de plus en France, le nucléaire bafoue la démocratie : le "débat" public est organisé APRES que toutes les décisions aient été prises !

La loi prévoit l'organisation d'un Débat public pour tout projet de grande taille - et donc pour ITER - afin d'éclairer les décideurs sur l'opportunité de réaliser ou non le projet en question. Cette procédure ne relève cependant pas de la "démocratie participative" dans la mesure où les citoyens ne sont aucunement associés à la prise de décision.

Cependant, le principe du "débat public" est une petite avancée permettant l'expression des citoyens et associations. Hélas, concernant ITER, c'est AVANT le "débat public" que la France a d'ores et déjà arrêté la décision de construction et négocié tous les détails avec ses partenaires étrangers comme les USA, la Russie, la Chine, etc., tout aussi reconnus pour leurs pratiques "démocratiques" !

Il est à noter que la "France nucléaire" réalise le même coup de force concernant le projet de réacteur EPR dont la construction (à Flamanville, dans la Manche) a été adoptée le 13 juillet 2005 par les parlementaires, le "débat public" étant organisé APRES : de novembre 2005 à février 2006 ! Ce n'est pas la Commission nationale du débat public que nous dénonçons : comme tous les citoyens, elle est bafouée par le pouvoir français et le lobby nucléaire.

Sur le fond : ITER est un projet de recherche visant à maintenir une réaction de fusion nucléaire pendant... 400 secondes ! ITER ne produira jamais d'électricité... mais en consommera par contre énormément.

Alors que la crise énergétique fait déjà rage, on nous impose des investissements pharaoniques dans la fusion nucléaire sans que personne ne puisse dire si cela permettra de produire un jour de l'électricité. Et si c'est le cas, ce sera au mieux dans un siècle ! Alors, changeons de politique énergétique.

Nous dénonçons ce "débat", véritable parodie de démocratie, exigeons l'annulation des décisions prises, et l'organisation d'un vrai débat AVANT toute décision.